

Cette guerre de basse intensité contre toute forme de révolte

□ Gaspard d'Allens est auteur et journaliste. Mardi 16 octobre, il a été jugé sans avoir été prévenu de son procès,¹ sans même avoir pu se défendre pour avoir posé le pied sur une pelleteuse dans le bois Lejuc, à Bure. Le verdict est attendu ce mardi 13 novembre.



Gaspard d'Allens.

Nos corps sont muselés, nos paroles entravées. Chaque geste qui s'opposerait à l'ordre existant est susceptible, désormais, d'entraîner des poursuites judiciaires. Une longue litanie de procès et d'enquêtes, de surveillances téléphoniques et d'élucubrations policières.



Parfois les affaires tournent au grotesque, à l'absurde.

Des militants d'Attac ont été conduits 21 heures en garde à vue pour avoir posé des autocollants sur une vitrine de la Société générale.

À Bure, un maraîcher opposé à la poubelle radioactive a subi un procès parce que des gendarmes avaient trouvé dans son camion une pelle à tarte et deux opinel².

Récemment, une femme a subi 12 heures de garde à vue pour avoir peint un coquelicot à la peinture à l'eau sur les marches de la mairie³ à Reims.

J'ai été jugé, de mon côté, sans même être prévenu⁴, sans avocat pour avoir mis le pied devant une pelleteuse dans le Bois Lejuc pendant une minute. Un fait qualifié de "violent" par le procureur, alors que ce geste symbolique s'opposait à des travaux illégaux.

On serait porté à sourire si ces histoires ne témoignaient pas d'un climat délétère. D'une dérive autoritaire. Mi-octobre, des étudiants de Nanterre ont pris de la prison ferme pour avoir participé au blocage de leur *fac* et tenté de résister à l'assaut des gendarmes, qui avaient rappelés le matraqué et

¹ <https://reporterre.net/Bure-sans-le-prevenir-le-tribunal-juge-l-ecrivain-Gaspard-d-Allens>

² <https://reporterre.net/Un-opposant-anti-Cigeo-juge-pour-transport-d-Opinel-et-de-pelle-a-tarte>

³ <https://reporterre.net/12-h-de-garde-a-vue-pour-avoir-peint-des-coquelicots>

⁴ <https://reporterre.net/Bure-sans-le-prevenir-le-tribunal-juge-l-ecrivain-Gaspard-d-Allens>

gazé sans ménagement les occupants. En avril, trois jeunes ont été placés en détention provisoire pour avoir participé à une marche solidaire avec des migrants entre l'Italie et la France. En février, en première instance, des militants de *Greenpeace* ont été condamnés à plusieurs mois de prison ferme pour avoir tiré un feu d'artifice devant une centrale nucléaire.

Zads, universités, luttes urbaines, résistances paysannes... Nous subissons partout la radicalisation de la répression. Quand les gaz lacrymogènes ne suffisent plus à contenir les foules, les procès tentent de les étouffer, le poids des amendes de les asphyxier. Pour avoir démonté le robot de traite de la ferme usine des "mille vaches", en Picardie, des agriculteurs de la *Confédération paysanne* sont sommés de payer plus de 120.000 euros⁵. Un véritable coup de massue.

L'époque que nous vivons révèle notre dénuement, notre vulnérabilité. Quand les moindres gestes, même les plus anecdotiques, sont passibles de la justice, que nous reste-t-il ? Comment agir sans subir ?

Sous couvert de pacification, nous avons perdu toute puissance

Pour les autorités, un bon militant n'est plus un militant mort. On ne lui tire plus dessus comme il y a 60 ans en manifestation. Un bon militant est un militant dépressif et impuissant. Simple spectateur du désastre où il faudrait se cantonner à l'indignation. Écrire des communiqués, twitter dans le vide infini d'internet, rester derrière son écran. Sans prise sur le réel. Cumuler les "like", les "grrr", les "wouah" et tous ces émoticônes sponsorisées par *Facebook* qui ne pourront jamais figurer l'ampleur de notre rage, la densité de nos rêves.

Sous couvert de pacification, nous avons perdu toute puissance. Saisis par une camisole moderne, qui ne cesse de nous enserrer.

Vous résistez à un gendarme en manifestation ? "Outrage."

Vous osez lever le bras devant la matraque ? "Rébellion."

Les mois de sursis tombent comme la pluie. Le marteau du juge aussi. "Au suivant !"

Notre jeunesse défile sur les bancs des accusés, coupables de ne pas accepter le monde qu'on lui cède, rempli de déchets radioactifs, pourri aux pesticides. Un monde où le bruit des bottes couvre celui de nos rires, de nos joies, de nos espoirs.

En parallèle, l'arsenal répressif continue de s'approfondir, de piétiner ouvertement les libertés individuelles. La circulaire envoyée par le ministère de la Justice en septembre 2016⁶ pour réprimer les mouvements types *Zad* s'applique parfaitement à Bure. "Interdiction de manifester", incrimination pour "association de malfaiteurs", "jugement expéditif", "procès pour entrave à travaux"...

Nous assistons au déploiement d'un dispositif contre-insurrectionnel qui criminalise nos amitiés et calque le système mafieux sur nos luttes.

⁵ <https://reporterre.net/Six-militants-condamnes-a-verser-120-000-euros-a-la-ferme-des-mille-vaches>

⁶ <https://reporterre.net/Le-gouvernement-prepare-une-repression-de-masse-sur-la-Zad-de-Notre-Dame-des>

Le 23 octobre, le Sénat a adopté une proposition de loi portée par Bruno Retailleau⁷⁸, l'ex-président du conseil régional des Pays de la Loire, qui a fait des *zadistes* le nouvel ennemi intérieur. Son texte contre les violences en manifestation ne vise évidemment pas la recrudescence des brutalités policières, ou celles des milices privées mode Benalla.

L'objectif de la proposition de loi est de briser tout surgissement d'une puissance collective. De pacifier la plèbe. De casser la spontanéité et la vitalité des cortèges de tête, où se côtoient des individus non affiliés et non contrôlables, où s'inventent des slogans, des rythmes, des chants, où parfois, on se prend à croire que l'on peut, le temps d'un instant incandescent, changer le cours des choses.

Il ne pourra y avoir de transition douce, de désobéissance sympathique

Ce que les autorités et l'élite oligarchique veulent, c'est des manifestations plan-plan, des défilés qu'ils peuvent du haut de leur tour d'ivoire mépriser allègrement, regarder passer comme l'eau sous les ponts. Entendre crachoter dans un mégaphone des formules périmées. Mille fois entendues. Des "sinon ça va péter" sans lendemain, des "on lâche rien", criés très fort, pour oublier que l'on a tout perdu...

Alors que nous nous retrouvons de plus en plus fragiles face au pouvoir, une seule conviction m'habite. Il ne pourra y avoir de "transition douce", de "désobéissance sympathique" ou de "révolution tranquille".

C'est une pure illusion. Malheureusement, on ne bousculera pas l'ordre établi sans devoir se confronter aux forces de l'ordre, sans se heurter aux tribunaux, sans remplir les prisons.

C'est un triste constat. Qui dépasse largement le débat sclérosant entre la violence et la non-violence dans nos luttes. Quelle que soit la stratégie adoptée, de la désobéissance civile au sabotage, du sit-in pacifiste à la casse, toute forme d'action, si elle est efficace, sera muselée et traduite en justice.



Le 23 janvier 2017, des opposants au projet Cigéo ont fait reculer une pelleuse mandatée par l'Andra dans le bois Lejuc.

Parmi de nombreux-e-s ami-e-s ayant subi cette répression, je pense en ce moment particulièrement à Loïc Schneider, un jeune opposant à Bure de 24 ans, maraîcher et poète. Il est emprisonné à Hambourg, en Allemagne, depuis août dernier, après avoir été livré par les autorités françaises à la police allemande.

Il est accusé d'avoir participé aux manifestations anti-G20 à Hambourg, après avoir subi plusieurs procès en France, piraté le site de l'Andra sur internet ou s'être attaqué aux grilles du laboratoire, à Bure.

J'enrage d'imaginer cet ami loin des siens, enfermé pour ses idéaux, qu'il a toujours défendus sincèrement.

Enfermé parce qu'il a décidé d'agir et de dépasser le stade de l'indignation, enfermé pour nous tous, pour un avenir sans nucléaire et sans l'oligarchie qui nous gouverne.

⁷ <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pp17-575.html#timeline-4>

⁸ La proposition de loi est depuis le 26 octobre parvenue à l'Assemblée nationale.

Prendre conscience de la situation et s'organiser

Aujourd'hui, nous devons prendre la mesure de ce qui nous arrive. Ne plus être naïfs. Ne plus s'accrocher à des illusions perdues ni à des mots qui ont perdu leur sens. L'"État de droit" légitime l'expulsion de la *Zad* et la destruction de lieux de vie. La "*démocratie participative*" cautionne les pires projets d'aménagement. Quant à "*la justice*", soit elle est inefficace pour condamner les crimes policiers, comme ceux de Rémi Fraisse ou d'Adama Traoré, ou pour empêcher des projets nuisibles, soit elle écrase l'opposition avec mépris.

Une guerre de basse intensité est en cours. Elle s'attaque à la jeunesse, aux pauvres, aux déviants migrants, aux écosystèmes et à celles et ceux qui luttent pour le vivant. Et dans cette offensive, nous sommes de plus en plus à nu et démunis. Fichés et fliqués.

Nous avons besoin de lier de nouvelles complicités, d'ouvrir plus d'espaces dans lesquels composer et se rencontrer. Articuler des pratiques, inventer un récit commun, à travers nos luttes qu'elles soient au sein de l'usine ou sur une *Zad*, que l'on soit syndicaliste, squatteur, antinucléaire, membre d'associations citoyennes, paysan.ne, autonome, citoyen, forestier. Il faudrait arriver à dépasser les logiques de milieux et les crispations identitaires. La convergence ne s'invoque pas, elle s'aiguise et se travaille au quotidien. Elle se tisse avec patience comme l'étoffe.

Un jour, peut-être, nous arrêterons de fredonner des plaintes victimaires, de jouer à l'"innocentisme". Nous accepterons la guerre des mondes.

Nous prendrons simplement actes collectivement et nous nous organiserons en conséquence.

Par de nouvelles solidarités, par la multiplication des collectifs anti-répression, par une meilleure circulation des caisses de soutien. En nous rendant aussi plus insaisissables, en améliorant la porosité entre nos milieux, en rendant nos pratiques complémentaires. Nous y retrouverons de la force, une puissance. Partout. Ensemble.

Ce texte se veut une invitation. Un appel à se rencontrer, se reconnaître, à mêler nos vécus, nos expériences de répression et de lutte, pour reprendre du souffle et s'orienter dans les temps à venir.

Photos :

- . chapô : perquisition en novembre 2015, pendant la COP 21 (© Eglantine Dijkstra/Reporterre)
- . portrait de Gaspard d'Allens (© Astrid di Crollanza)
- . blocage dans le bois Lejuc : [VMC Camp](#)

-- Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction.

Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre,
qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.